

Nous devons nous empresser de recommander leur adoption par les pays membres du Commonwealth et par les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud. Pour sa part, le Canada a pris un certain nombre de mesures depuis la rencontre de Toronto afin que ses sanctions soient appliquées de façon plus stricte, notamment en étendant l'interdiction de vendre des articles de haute technologie aux utilisateurs sud-africains du secteur privé. Nous continuerons à rechercher les moyens les plus efficaces d'intensifier les pressions pour que s'opèrent des changements.

Nous chercherons également de nouvelles façons d'intervenir directement en Afrique du Sud et de venir en aide aux victimes et aux adversaires de l'apartheid, tout en favorisant le dialogue entre Sud-Africains et en faisant échec à la propagande et à la censure sud-africaines. Ceux qui doivent lutter parce qu'ils sont privés de moyens d'instruction, de logements et de conditions d'emploi acceptables ou parce qu'ils se trouvent confrontés quotidiennement à d'autres problèmes dont l'apartheid est la cause, méritent notre appui, tant sur le plan financier que psychologique. Il en va de même pour ceux dont l'engagement non violent contre l'apartheid leur a valu la détention. De même pour les dirigeants syndicaux, qui luttent afin de préserver les droits que leurs syndicats ont chèrement acquis. Les pays du Commonwealth doivent continuer à leur apporter cet appui.

Une condition préalable essentielle pour qu'un changement pacifique ait lieu en Afrique du Sud est l'instauration d'un dialogue positif entre Sud-Africains de toutes races. Pas plus tard que la semaine dernière, des juristes sud-africains et des dirigeants de l'ANC se sont rencontrés ici même à Harare. Il doit y avoir davantage de rapprochements de ce genre, et ce Comité pourrait prêter son aide.

Lors de la réunion de Toronto, nous avons porté notre attention sur l'utilisation de la censure en Afrique du Sud. Le groupe de travail du Commonwealth qui s'occupe de cette question s'est déjà réuni et s'est fixé comme priorité de venir en aide à la presse parallèle. Au Canada, nous avons également beaucoup progressé dans la mise en oeuvre du plan d'action visant à contrer la propagande et la censure sud-africaines, que nous avons annoncé lors de notre dernière réunion. Je suis heureux de savoir que d'autres pays élaborent de leur côté des plans d'action nationaux.

Au cours de nos entretiens, nous aurons l'occasion d'entendre des personnes engagées contre l'apartheid exprimer leur avis sur l'évolution récente de la situation